



Déclaration commune des Fédérations des Finances CGT, FDSU, FO, CFDT, UNSA

Les Fédérations des Finances CGT, FDSU, FO, CFDT, UNSA se sont rencontrées le mercredi 22 février 2006.

Elles font leur la déclaration du 10 février 2006 appelant à poursuivre la mobilisation pour obtenir le retrait du CPE, déclaration signée par des organisations étudiantes et lycéennes (UNEF et UNL) auxquelles s'associe la Confédération Etudiante et des organisations syndicales (CFDT, CGT, CGT-FO, CFTC, FSU, UNSA) auxquelles s'associent l'Union Syndicale Solidaires et la CGC.

Les Fédérations des Finances considèrent que le CPE annonce une nouvelle fragilisation du contrat de travail de tous les salariés et s'inscrit dans la même logique que celle de la mise en cause du statut de la Fonction Publique par le recrutement croissant de non titulaires.

L'objectif étant la généralisation de la précarisation dans le contexte d'un dumping social imposé aux salariés du privé comme aux personnels de la Fonction Publique et des services publics.

Il s'agit bien d'une étape décisive dans la mise en cause des garanties sociales collectives.

Ce qui sera déterminant, le 7 mars prochain, dans la bataille menée contre le Contrat Première Embauche, ce sera la puissance des manifestations dans toute la France.

Pour ces raisons, les Fédérations des Finances CGT, FDSU, FO, CFDT, UNSA appellent les personnels du MINEFI à participer massivement à ces manifestations.

C'est pourquoi les Fédérations des Finances CGT, FDSU, FO, CFDT, UNSA appellent les personnels de l'ensemble des administrations du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie à faire grève, le 7 mars, afin d'assurer leur participation la plus massive possible aux manifestations qui se dérouleront ce jour là dans tout le pays.

Paris, le 28 février 2006.